



## Des milliers d' « ONG » financées par les USA à l'assaut de la Russie

Par [Sara Flounders](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2006

MichelCollon.info 1 mai 2006

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

**Sara Flounders, animatrice de l'International Action Center aux USA, analyse le rôle et les dessous des ONG internationales (elles seraient près de 450.000 !) pour faire évoluer la Russie « comme il faut »...**

Une polémique est en cours en Russie au sujet d'un texte de loi réglementant les organisations non-gouvernementales (ONG) et devant entrer en vigueur courant avril.

Ce nouveau projet de loi a été voté par les deux chambres du parlement russe, la Douma, et signé par le président Poutine le 10 janvier. La campagne de résistance à cette loi ouvre les yeux sur les agissements de l'Occident, et particulièrement des Etats-Unis dans la vie politique russe aujourd'hui. Au titre de la nouvelle loi, les organisations étrangères ainsi que les groupes bénéficiant d'un financement en provenance de l'étranger doivent être enregistrés auprès de l'Etat. Les responsables russes affirment qu'une telle législation s'avère nécessaire pour faire face aux centaines de millions de dollars que des états étrangers versent à des organisations du pays.

Une première version du texte a déjà été assouplie suite à une campagne d'une rare intensité menée par les ONG elles-mêmes ainsi que le gouvernement américain. La secrétaire d'état Condoleeza Rice fit pression sur Poutine, exprimant sa préoccupation pour la 'démocratie'. La loi figurait même à l'ordre du jour lors du dernier sommet du G8.

La loi impose des restrictions au financement, à l'enregistrement et aux activités des ONG. Ces dernières se réfèrent auparavant à toute organisation à but non lucratif bénévole, civile, environnementale, humanitaire, dans les domaines entre autres des droits de l'homme, de la santé et de différents 'services à la collectivité'. A présent un nombre important d'organisations qui se disent non-gouvernementales, mais dépendent de fonds provenant des Etats-Unis, des principaux pays impérialistes et des grands groupes capitalistes, opèrent en Russie ainsi que dans de nombreux autres pays du monde. Ils apportent une aide financière et logistique, déterminent la ligne à suivre et interviennent dans la vie politique selon l'orientation politique et les intérêts économiques des bailleurs de fonds.

Le nombre même des organisations dénommées ONG ainsi que de celles bénéficiant d'un financement de l'étranger est stupéfiant. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, des centaines de milliers d'ONG sont apparues en Russie. Des députés à la Douma affirment que plus de 450.000 ONG sont actives en Russie à l'heure actuelle. Le Yale Center for the Study of Globalization va encore plus loin, puisque d'après lui « il y a plus de 600.000 organisations non gouvernementales, non commerciales en activité en Russie. Il y en a

probablement autant qui fonctionnent dans le pays sans enregistrement officiel. »

Le député à la Douma Alexeï Ostrovski, co-auteur de la nouvelle loi, estime que plus d'un quart des ONG russes reçoivent de l'argent étranger. Elles comprennent des groupes environnementaux, des organismes de contrôle des droits de l'homme et des associations de consommateurs.

Apportant son soutien au texte de loi, le président Poutine ajoutait : « Que ces organisations le veulent ou pas, elles sont devenues un instrument aux mains d'états étrangers qui les utilisent pour atteindre leurs propres objectifs politiques. Cette situation ne peut plus durer. La loi est censée empêcher toute immixtion de pays étrangers dans la vie politique intérieure russe et permettre la transparence quant au financement des organisations non-gouvernementales. »

## **La Croix suit le Fusil**

Quand les nations capitalistes européennes colonisèrent pour la première fois le monde, la croix suivit bientôt le fusil. Des milliers de missionnaires firent partie intégrante du mécanisme de conquête et d'assujettissement.

L'implantation d'une administration coloniale exigeait que l'on réorganisât la société et la structure de la propriété de façon à privilégier les colonisateurs. D'où l'utilité de l'enseignement, de la formation et de l'orientation politique dispensées aux membres de l'élite locale appelés à collaborer. La conversion à la nouvelle religion qu'ils apportaient aida à pacifier toute une section de la population, et ouvrit la voie à certains pour qu'ils deviennent les serviteurs loyaux et fervents du nouveau pouvoir.

En Russie aujourd'hui, ce ne sont pas que des organisations religieuses qui inondent la région. Le premier rôle pour la propagation des valeurs capitalistes revient aux ONG spécialistes des 'droits de l'homme'.

En réaction contre les nouvelles restrictions, l'intensité des pressions politiques et des protestations de Washington a redoublé. Mais il s'agit purement et simplement d'une supercherie, étant donné que des réglementations autrement plus restrictives et abusives régissent les organisations aux Etats-Unis mêmes.

Tout individu et toute organisation qui y reçoit de l'argent d'un pays étranger doit se faire enregistrer auprès de l'Etat américain au titre du 'Foreign Agents Registration Act'. Les dons charitables doivent également être répertoriés pour que le public en prenne connaissance. Imaginez que la Russie, l'Iran, la Corée du Nord, la Chine ou Cuba déverse des millions de dollars sur des organisations politiques américaines. Même des alliés des Etats-Unis tels que la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou le Japon n'ont pas le droit de financer des organisations politiques à l'intérieur des Etats-Unis.

Dans le numéro du 25 janvier de la revue Russia Profile Alexeï Pankin décrivait comme suit ses relations avec deux ONG : « Je gérais un programme de trois ans, financé par USAID, de soutien aux médias russes, doté d'un budget global de \$ 10,5 millions, ainsi qu'un programme de la Fondation Soros, également consacré au soutien des médias, au budget annuel de \$1,8 million. Le nombre de cadres, directeurs, d'inspecteurs et conseillers auxquels j'ai eu affaire (ou qui ont eu affaire à moi) défie l'entendement. Je suis persuadé qu'il y avait des officiers du renseignement parmi eux. »

Le 23 janvier dernier le Service Fédéral de Sécurité de Russie (FSB), successeur du KGB , a accusé quatre diplomates britanniques d'espionnage. Il affirmait avoir surpris l'un d'entre eux en train de transmettre des fonds à plusieurs organisations non-gouvernementales russes. Londres a nié toute indécatesse de sa part, affirmant que son soutien aux ONG russe s'effectuait au vu et au su de tout un chacun.

Une part importante du financement étranger provient directement de sources américaines, telles que le quasi-officiel National Endowment for Democracy (NED) et la US Agency for International Development (USAID) ainsi que du programme TACIS de l'Union Européenne. Des millions de dollars proviennent de fondations représentant les intérêts des milieux les plus fortunés, telles que celles de Ford, MacArthur, Carnegie, Rockefeller et Soros.

### **Le changement de régime en Géorgie, en Ukraine et au Kirguistan**

Le rôle des ONG financées par les Etats-Unis dans les tentatives de 'changement de régime' à Cuba, au Venezuela, au Chili, au Nicaragua et à Haïti est bien connu. Le rôle de ces mêmes organisations subversives en Europe de l'Est ainsi que dans les anciennes républiques soviétiques l'est beaucoup moins, bien qu'elles y soient encore plus présentes.

Le chef du FSB, le service de sécurité russe, accusait récemment les ONG financées par l'étranger d'avoir fomenté le renversement des régimes post-soviétiques de Géorgie, d'Ukraine et du Kirguistan. Le rôle actif et déclaré joué par ces ONG à financement extérieur dans le renversement de ces trois gouvernements explique l'alerte lancée par Moscou. Dans leur enthousiasme, les médias impérialistes les nomme 'révolutions de velours' et parfois 'révolutions de couleur', la couleur en question étant celle choisie par les forces d'opposition.

Il est d'ailleurs ironique que les leaders politiques renversés - tout particulièrement Edouard Chevernatzé en Géorgie et Léonid Koutchma en Ukraine - avaient de par le passé fait figure de candidats préférés des Etats-Unis. Les deux avaient mis en œuvre des politiques pro-américaines. Ils avaient favorisé l'adhésion au 'Partenariat pour la Paix' de l'OTAN et consenti à envoyer des troupes en Irak.

Cependant les deux chefs furent évincés sans cérémonie quand ils manifestèrent ne serait-ce qu'une volonté d'indépendance par rapport aux intérêts américains. Leurs successeurs, Michail Chakachvili en Géorgie et Victor Iouchenko en Ukraine, avaient d'ailleurs servi dans leurs gouvernements respectifs.

A l'occasion de la cérémonie d'investiture du président ukrainien Iouchenko l'ancien Secrétaire d'Etat américain Colin Powell déclara qu'il était « fier d'avoir été associé aux deux événements » - tant en Géorgie qu'en Ukraine.

Un aperçu des menées actuelles des Etats-Unis, ainsi que de leur bilan des interventions passées, peut être obtenu sur les sites web des fondations ayant apporté leur soutien à ces changements de régime.

### **40.000 ONG en Ukraine**

Dans un article figurant sur le site internet de la Banque mondiale et intitulé 'Le Développement de la Société Civile en Ukraine et la Révolution Orange', Vira Nanivska, directeur du Centre International d'Etudes Politiques d'Ukraine se félicite que « 40.000 ONG regroupent 12 pour cent de la population ukrainienne aujourd'hui - et ces organisations ont

joué un rôle moteur dans la Révolution Orange. » ([www.worldbank.org](http://www.worldbank.org))

Elle décrit comment des consultants internationaux, des experts en politique et des assistants techniques travaillent de concert pour changer la législation existante, développer des associations, constituer des centres d'informations, former des fonctionnaires, mettre sur pied des conseils de quartier et des associations commerciales, tout en faisant pression pour modifier le budget de l'état dans leur propre intérêt.

Les jeunes et les organisations estudiantines sont attirés au moyen de campagnes autour du HIV/ SIDA, de la protection des droits des minorités et la protection des enfants abandonnés. Le but exclusif de ce réseau de projets, explique-t-elle, est d'empêcher tout 'retour à l'ancien régime' ainsi que de favoriser l' 'euro-intégration', à savoir l'intégration dans des structures internationales et européennes telles que l'OTAN et la Banque Mondiale.

Le renversement de la propriété socialiste et le démantèlement de l'Union Soviétique ne se sont pas achevés en 1991. L'élaboration de lois sur la propriété, les droits des investisseurs étrangers, la justification de l'expropriation et de la privatisation des ressources, de l'industrie et des services collectifs en vue du bénéfice de certains, le démantèlement de programmes sociaux, la nouvelle configuration des médias, de l'éducation et de la culture et l'éradication de toute prétention à la souveraineté nationale sont des tâches de longue haleine.

Ces fonds ont bien plus d'impact dans une zone où a disparu le système socialiste à planification centralisée qui garantissait les retraites, le plein emploi, les soins médicaux et l'enseignement gratuits ainsi que le droit à un logement subventionné. Son démantèlement brutal a touché des millions d'individus, d'où leur grande colère contre les dirigeants qui les ont trahis.

### **Le financement des mouvements de jeunes**

Une partie importante des fonds des milieux d'affaires américains est destiné à la création de mouvements de jeunes. La Fondation Soros, USAID et la NED financèrent toutes trois le groupe serbe de la jeunesse Otpor. Les jeunes en question se virent offrir une formation spécialisée et des séminaires à Budapest (Hongrie) ainsi que des T-shirts, autocollants, affiches, la location d'un bureau et un journal, qui jouèrent un rôle capital dans le renversement du gouvernement Milosevik. En Géorgie, la Fondation Soros alloua \$ 4,6 millions au groupe de jeunes Kmara, qui s'avéra une arme de premier ordre contre le gouvernement. En Ukraine, Soros contribua \$ 7 millions à Pora, un autre groupe de jeunes.

Le site web [opendemocracy.net](http://opendemocracy.net) est financé par les fondations Ford et Rockefeller. Un article sur ce site de Sreeram Chaulia analyse le rôle des ONG financées par les USA d'Ukraine au Kirgizstan, en passant par la Géorgie. Son accroche publicitaire est polémique, énonçant que « de nouvelles formes de mobilisation de masse des jeunes, fort bien pourvues en moyens techniques, poussent au changement de régime. Mais le phénomène est-il aussi innocent qu'il le paraît à premier abord ? Les mouvements qui inspirent 'les révolutions de couleur' sont-ils des catalyseurs ou des saboteurs ? »

L'auteur se garde bien de critiquer ces ONG : il évalue seulement leur efficacité à effectuer des 'changements de régime'. Quelques-unes de ses observations donnent une idée du fonctionnement de ces organisations politiques en tant que pièces parmi d'autres du

dispositif de l'arsenal américain.

« Le sabotage suffit dans certains pays, alors que dans d'autres il faut des offensives militaires de grande envergure » d'après Chaulia. « Ces trois révolutions - celle des 'roses' en Géorgie (novembre 2003 - janvier 2004), la 'révolution orange' en Ukraine (janvier 2005) et la 'révolution des tulipes' au Kirgistan (avril 2005) - ont chacune suivi le même modèle : toutes avaient pour fer de lance des ONGI (ONG internationales) américaines des droits de l'homme. Ce n'est que quand ils correspondent à leurs objectifs plus globaux de politique étrangère dans une région donnée que les Etats-Unis y défendent les droits de l'homme et la démocratie. On constate que les ONGI qui dépendent de fonds américains soutiennent consciemment ou inconsciemment les intérêts des Etats-Unis.

« Le premier président de la NED, Allen Weinstein admettait ouvertement qu'une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui l'était déjà fait de façon cachée par la CIA il y a 25 ans. La NED fut conçue à l'origine comme une fondation quasi-gouvernementale par laquelle transitaient des fonds gouvernementaux à destination d'ONGI tels que le National Democratic Institute for International Affairs (NDI), la International Foundation for Electoral Systems (IFES), le International Research and Exchanges Board (IREX) et Freedom House. »

« L'Ambassade américaine à Bichkek (Kirgistan) travaillait étroitement avec des ONG comme Freedom House ou la Fondation Soros - fournissant des générateurs, une presse typographique et de l'argent pour que les protestations restent à niveau d'ébullition jusqu'à ce que le Président Akaïev s'enfuit du pays. Des informations sur les endroits où les manifestants devaient se rassembler et sur ce qu'ils devaient apporter étaient propagés par des stations de radios et de télévisions financées par le Département d'Etat. »

Le nouveau mouvement anti-guerre qui se développe aujourd'hui ne doit pas perdre de vue la multiplicité des formes de l'intervention américaine, ainsi que le chaos et l'instabilité qu'elles entraînent, ce qui viendra intensifier la conscience anti-impérialiste et renforcer l'exigence mondiale : 'US out now !'

La source originale de cet article est MichelCollon.info  
Copyright © [Sara Flounders](#), MichelCollon.info, 2006

Articles Par : [Sara Flounders](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)